

Annexe 9

Courrier Département de la Police et des Contrôles

S.A. OMNIFORM
Avenue FRANKLIN, 2
1300 WAVRE

RECOMMANDE

A l'attention de Monsieur J-B De Ruyck, Administrateur délégué

Objet : Contrôle environnemental des activités de la S.A. OMNIFORM dans le cadre d'une demande de prime à l'investissement, avenue Franklin, 2, 1300 WAVRE.
Suites de la visite de contrôle du DPC de Charleroi en date du 10 octobre 2019.

Monsieur l'Administrateur délégué,

Je fais suite aux documents transmis à notre demande par votre société en date du 30 septembre 2019 et à la visite de contrôle qui s'en est suivie le 10 octobre 2019, réalisée par mes collaborateurs Karine DE CLERCQ et Pascal PETIT.

En date du 30 septembre 2019, vous nous avez transmis :

1. Une copie de l'étude réalisée par SGS, laboratoire agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, et relative à l'analyse des émissions diffuses en provenance de vos installations au niveau d'une ouverture en toiture, suite à notre suggestion dans notre lettre recommandée du 14 septembre 2016 (réf : DPC/CH/20113/16.1913/CEL ;
2. Un tableau reprenant l'état d'avancement des travaux entrepris suite aux constats du SRI ;
3. Une copie du rapport daté du 28 mars 2019 relatif au contrôle périodique des installations Haute et Basse tension réalisé par l'organisme de contrôle agréé VINCOTTE ;
4. Une copie d'un rapport provisoire daté du 27 août 2019 établi par un organisme de contrôle agréé (J. VAN HEMELLEN) relatif aux installations électriques anciennes.

De l'examen de ces documents et du contrôle réalisé sur site, il ressort :

1. Que l'étude réalisée par SGS sur les rejets diffus générés par la mise en forme par thermoformage, en un point central au niveau du toit du hall de production, montrent des concentrations largement inférieures aux normes fixées par les conditions particulières du permis.

Vous pouvez donc introduire à nouveau une demande de modification des conditions imposées dans votre permis en vue de mettre en adéquation vos conditions particulières et la réalité actuelle de l'exploitation. En effet, vous avez abandonné l'extrusion et vous effectuez uniquement la mise en forme de plastiques par thermoformage, mettant en œuvre des températures inférieures à celles de l'extrusion ;

2. Concernant les installations électriques, le rapport du 28 mars 2019 de l'organisme de contrôle agréé VINCOTTE établit la non-conformité :
 - o De l'installation basse tension. L'organisme de contrôle vous invite à tenir compte des observations et/ou recommandations reprises et plus particulièrement concernant :
 - Le contrôle des anciennes installations. Ce dernier a été réalisé par l'A.S.B.L. J. VAN HEMELLEN ;
 - La réalisation d'une analyse de risques sur chaque installation.
 - o De l'un des deux transformateurs exploités par votre société. Des travaux sont à réaliser pour faire disparaître les infractions constatées et en cas de maintien en service du transformateur, vous devez vous assurer que les infractions ne constituent pas un danger pour les personnes et les biens, une visite de contrôle devant se réaliser dans l'année ;
3. Vous nous avez transmis un état d'avancement des travaux et aménagements à réaliser en vue de répondre aux demandes du SRI, dont certains sont encore en cours de réalisation (plus particulièrement liés à la mise en conformité des installations électriques).

Dès finalisation, une visite de contrôle du SRI devra être programmée afin d'attester du respect des prescriptions et moyens de lutte contre l'incendie, conformément au point 1 intitulé « protection incendie » en page 16 de 28 de votre permis ;

4. Le broyeur a pour objet de réduire, pour le transport, le volume de matières plastiques destinées à la valorisation. Cependant cette activité ne vise pas uniquement les déchets produits sur l'installation de Wavre mais vise également le prétraitement des matières en provenance d'autres de vos filiales, préalablement à leur exportation vers des unités de recyclage.

Cette activité de broyage est donc considérée par le législateur comme un prétraitement de déchets non dangereux, visé par la rubrique de classe 2-90.22.02.01.A de l'AGW du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à

étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol.

Cependant, elle n'est pas visée par votre permis actuel et constitue une extension de votre permis, impliquant l'application d'une nouvelle rubrique ; elle doit faire l'objet d'un permis d'environnement en vertu de l'article 10 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Sur base de ce qui précède, je vous mets en demeure de me transmettre :

1. Pour le 31 mars 2020 :

- o Une copie du récépissé de votre demande de permis d'environnement visant l'extension de votre activité de classe 2 «prétraitement de déchets non dangereux» (rubrique 90.22.02.01.A) à laquelle vous pourriez joindre votre demande de dispense de prélèvement /analyses de vos rejets, motivée par les résultats du rapport de SGS ;
 - o La copie du rapport de contrôle de la cabine faisant actuellement l'objet d'un avis de non-conformité démontrant qu'il a été remédié aux manquements observés par l'organisme de contrôle agréé ;
2. Dès finalisation des aménagements demandé par le SRI, la copie du rapport de ce service attestant de la mise en conformité de l'établissement au regard des prescriptions et des moyens de lutte contre l'incendie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Administrateur délégué, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire chargé de la surveillance,

Ir. O. FELIX, Directeur.



CONTACT

Département de la police et
des Contrôles
Direction de Charleroi
Rue de l'Ecluse, 22
B - 6000 CHARLEROI
Fax : +32 (0)71 654 711

VOTRE GESTIONNAIRE

Pascal PETIT
Tél. : + 32 (0)71 65 47 21
pascal.lean.petit@spw.wallonie.be

VOTRE DEMANDE

Nos réf. :
DPC.CH/20113/18.1058/KD

VOTRE ANNEXE

CADRE LEGAL

- Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (M.B. 08.06.1999).

Pour toute réclamation quant au fonctionnement du SPW, le Médiateur est aussi à votre service : www.le-mediateur.be.